



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél. : 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Un an de pandémie, le « métro, boulot, dodo » pour seule réponse ?

Après un couvre-feu à 20h, le gouvernement décide que celui-ci sera effectif à 18h pour une quinzaine de départements début janvier et pour une dizaine d'autres dès dimanche prochain.

Comme pour le 2^e « confinement » de novembre, c'est la logique d'un couvre-feu généralisé qui est décidée : des dizaines de millions de personnes vont continuer à se déplacer pour travailler, étudier, consommer « normalement » mais toute autre forme de vie sociale (amicale / familiale, sportive, culturelle, militante) est interdite. « Métro, boulot, dodo », c'est tout.

Pourtant, on peut s'interroger sur l'efficacité du couvre-feu de novembre pour enrayer massivement l'épidémie. Mi-décembre, il y avait encore 10 à 15000 contaminations et des centaines de décès par jour.

Comme si le gouvernement se satisfaisait d'un niveau haut mais pas trop catastrophique de l'épidémie (des hôpitaux engorgés mais pas débordés), et attendait les effets espérés des vaccinations. Celui-ci entendrait-il donc continuer la même politique ? Pas question pour lui d'opter pour une autre logique, en particulier celle qui consisterait à réduire le temps de travail (scolaire et professionnel), pour permettre le respect de vrais protocoles sanitaires partout (petits groupes à l'école / rotation des salarié.e.s, des agent.e.s), pour désengorger les transports, les lieux de travail et d'étude.

Si la situation est complexe, pour articuler exigences sanitaires, économiques et sociales, d'autres choix sont possibles.

Des dizaines de milliards ont été accordés à des grandes entreprises qui continuent...à verser de l'argent à leurs actionnaires et à licencier. Cet argent doit être réorienté pour financer une vraie protection sanitaire (masques, tests, vaccins), pour les hôpitaux publics (postes, lits), l'éducation (réquisition de bureaux vides, préfabriqués, embauche d'adultes, petits groupes) et une réduction du temps de travail généralisée, à l'école comme au travail.

À la Ville de Paris, le maintien au travail semble aussi être le seul à primer, sans réflexion réelle sur les priorités et la réorganisation des services pour protéger les agent.e-s, les usagers et mettre un coup d'arrêt à la progression de la pandémie.

Il faut un plan d'urgence :

- **Des moyens de protection sanitaire** partout et en nombre suffisant.
- **Des moyens humains supplémentaires** dans les services qui le nécessitent (nettoyage des locaux, travail social, santé).
- Le maintien des services et missions qui ont un caractère urgent et de première nécessité (avec des agent.e-s en télétravail et/ou en ASA), mais aussi la réorganisation, **la réduction voire l'arrêt de missions qui n'ont pas cette urgence.**
- **Une réduction du temps de travail et des jours non travaillés en autorisation d'absence, selon les services, pour garantir la santé des agents et la sécurité de leurs familles.** Il s'agit à la fois de

diminuer l'exposition à la contamination des agent-e-s, freiner la circulation du virus et protéger les agent-e-s des risques psycho-sociaux.

- Sur les sites de travail ouverts, **le pouvoir donné aux agent-e-s de réorganiser le travail** en fonction des nécessités sanitaires (rythmes, missions prioritaires ou non, moyens de protection...).

- **La mise en place de PCA à maxima** et non pas à minima comme nous avons pu le constater dans divers CHSCT de la Ville.

- **Des prises et fins de service différées sur des créneaux horaires raisonnables et une réduction du temps pour les agents dont les missions ne sont pas télétravaillables.** Faire commencer ou partir 30 mn plus tôt ou plus tard est pour le SUPAP-FSU un non-sens. Cette fourchette devrait être élargie et adaptée aux services et aux directions au cas par cas. Les plannings, les roulements, les journées de travail hebdomadaire variant d'une direction à une autre, ce sont quelques milliers d'agents qui sont pénalisés car ne travaillant pas sur des horaires dit classiques.

- **Un nettoyage des tenues des agents assuré par la Ville et non par les agents,** comme cela se pratique dans certaines directions en toute illégalité.